# L'ABEILLE.

PUBLIÉE ET IMPRIMÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

*" Il faut que l'UNION soit conservée."*

MARDI MATIN, 11 JUIN 1828.


POUR GOUVERNEUR :

## J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 11 juin.

Enterrements aux deux cimetières des Catholiques.

| | 16 adultes | 6 enfans | 13 par jour |
|---|---|---|---|
| 1er juin | 16 | 3 | 20 |
| 2 | 17 | 3 | 20 |
| 3 | 16 | 6 | 21 |
| 4 | 29 | 8 | 37 |
| 5 | 29 | 6 | 35 |
| 6 | 38 | 8 | 46 |
| 7 | 33 | 4 | 37 |
| 8 | 41 | 11 | 52 |
| 9 | 46 | 12 | 58 |

Cimetière des Protestans—9 juin, 22
" " 9 " 12

Total dans les trois cimetières, depuis le 1er. de ce mois —417.

Dans l'état de choses actuel nous croyons qu'il peut être utile de répandre autant que possible les mesures sanitaires adoptées par le comité permanent du Conseil-de-Ville, afin que chacun en soit informé ; en conséquence nous les transcrivons du journal officiel de samedi :

"Le comité permanent que croit, les conséquences du choléra sont beaucoup plus à redouter dans la saison des chaleurs que dans toute autre; que cette maladie peut devenir encore plus funeste maintenant qu'elle ne l'a été en octobre et novembre derniers, et qu'il est urgent de prendre toutes les précautions que la loi fournit à l'administration.

*Le comité* est donc d'opinion,

1°. Que les commissaires de police doivent être tenus de visiter avec soin les cours des maisons publiques et particulières, et d'en ordonner immédiatement le nettoiement, dans le cas où elles seraient malpropres.

2°. Qu'ils devront, sans délai, poursuivre, de la manière la plus rigoureuse, toute contravention aux ordonnances sur la salubrité publique.

3°. Qu'il devra être établi un dépôt de chaux vive, aux frais de la ville, où les commissaires de police feront prendre la chaux nécessaire pour corriger les exhalaisons causées par les eaux stagnantes ou tout autres immondices.

4°. Que la pompe à feu devra jouer tant de nuit que de jour, et que si quelqu'obstacle arrête l'écoulement et la circulation des eaux dans les rigoles, canaux et fossés, les commissaires de police devront le faire enlever sur le champ, et pour cela ils sont autorisés à requérir l'assistance du voyer de la ville, de toute la garde, et de messieurs les aldermen agissant comme juges de paix.

5°. Que le voyer de la ville devra être tenu d'obtempérer en toute réquisition qui lui sera faite par les commissaires de police, d'envoyer de suite des travailleurs sur les lieux où ils seront demandés par la police.

6°. Que le capitaine de la garde devra envoyer des détachemens sur les lieux où leur présence sera requise par les commissaires de police.

7°. Que les hôpitaux publics et particuliers seront sous l'inspection vigilante de la police, et que deux commissaires de police devront les visiter tous les jours et faire leur rapport quotidien au maire, au recorder, ou aux membres du comité.

8°. Que les gardiens des cimetières devront rendre compte tous les jours de la situation de leurs cimetières respectifs, et que s'il arrivait qu'il y eût retard dans les inhumations, ils devront en prévenir de suite le maire, le recorder, ou les membres du comité.

9°. Que les commissaires de police devront veiller à la profondeur des fausses."

E. A. CANON, rapporteur,
FRED. BUISSON,
Comité permanent du Conseil-de-Ville.

Ces dispositions, ainsi que nous l'avons dit, nous paraissent fort utiles, mais nous ne saurions en dire autant du conseil donné dans les mêmes résolutions et qui semble les motiver. En effet, nulle part la seconde irruption du choléra n'a fait plus de mal que la première, au contraire, elle a laissé moins de deuil après elle ; il n'y a donc pas lieu de supposer que nous serons plus mal traités que toutes les autres villes qui ont eu le malheur d'être envahies par ce fléau; " que les conséquences en seront *beaucoup* plus à redouter dans la saison des chaleurs que dans toute autre ; et que cette maladie peut devenir encore plus funeste maintenant qu'elle ne l'a été en octobre et en novembre derniers." Assurément nous comprenons les motifs du comité en tenant un tel langage au public, c'est sans doute de prévenir par une crainte salutaire les dangereux excès auxquels se laissent aller quelques individus que la raison ne suffit pas à contenir. Mais, d'un autre côté, ces assertions étaient trop fortes, et trop même qu'on en attend est trop à redouter pour nombre de personnes dont le moral est déjà paralysé par la peur, pour les jeter ainsi à la tête de toute la population sans y joindre un palliatif rassurant. Ce palliatif, nous le puisons aujourd'hui, nous, dans le chiffre même des mortalités, qui a été progressant depuis le 1er. du mois et qui diminue sensiblement depuis le 8. L'état des enterrements que nous publions ne contredit point notre assertion, car on doit remarquer que cet état allant jusqu'au 9 seulement ne comprend que les décès du 8 ; et il ne nous infirme positivement que le changement de température amené par la pluie de samedi a aussi provoqué une diversion favorable dans les causes de l'épidémie, et que par suite la mortalité a diminué sensiblement. Cette considération plus consolante que tous les raisonnemens doit rassurer les plus effrayés, en leur persuadant que déjà la maladie a dépassé l'apogée de ses ravages, et que bientôt, avec l'aide des mesures sanitaires ordonnées par la police, elle disparaîtra tout-à-fait.

La nullité absolue des gazettes qui nous parviennent par la poste nous engage à ne pas suspendre la publication des procès de la *Tribune* de Paris, que nous continuons en contemplation aujourd'hui ; l'intérêt que respire ce procès, dans lequel le gouvernement philippien semble avoir déchaîné toute la fureur de la chambre élective contre la presse, n'exige besoin de commentaire ; et nous supposons que la lecture de la défense de MM. Cavaignac et Marrast ne mécontentera plus un goût de nos lecteurs que tout ce que nous en pourrions dire, ce que de tristes et froids articles de journaux.

EXTERIEUR.

FRANCE.

*Suite du procès de* LA TRIBUNE.

Messieurs, ce procès même a pu montrer quel parti on pouvait tirer de ces fausses alarmes. Prévenus que vous êtes déjà contre nous, on vous a signalé ces débats comme une cause de troubles, et on voulait que votre oreille s'accoutumât, sans s'nous entendre, mais à écouter quels bruits pourraient venir du dehors, et le pas des patrouilles et le cri des factionnaires. On savait de son mieux pour que la crainte s'emparât de juge à défaut de l'accusé. Car, sous ses armes ne fut pas vous jusqu'à nos yeux.

Mais, Messieurs, ce procès est, avec toutes ses circonstance, une image de l'état actuel des choses ; et dans un temps où toutes les forces organisées du pays sont en jeu contre l'invasion d'une idée, il eût été tout simple que, pour prépondérer sur un de ces organes, quatre cent jurés siégeassent dans un cercle de bataillons.

Maintenant, je me suis décidé à défendre l'article incriminé par la gendarmerie même qu'il irritait et les considérations qui s'y rattachent. Voulant ne rien omettre, comme ne rien dissimuler, je dois appliquer toute la pensée de la Tribune dans les attaques qu'elle a dirigées contre la chambre.

Des hommes de bonne foi, que nous honorons, non parce qu'ils ont nos opinions, mais précisément parce qu'elles ne les dominent point, et qu'ils raisonnent à l'abri des préventions de notre parti, ces hommes nous ont dit : Prenez garde ! Pourquoi dans tant d'accusations combattre ce qui vit légalement ? L'esprit public est fait de telle sorte qu'il confond aisément la nature d'un pouvoir avec ceux qui en sont dépositaires.

Or, évidemment le pouvoir législatif, quel qu'il puisse être dans un temps donné et par son organisation et par son agent, n'en est pas moins, de fait, celui que les amis de la liberté doivent ménager davantage. Prenez garde, encore une fois, de lui nuire dans l'opinion commune, en attaquant sans cesse, sans ménagement, son fonctionnaire intelligent.

Vous jouez là le jeu du pouvoir exécutif, vous ruinez cette prépondérance morale qui, déjà, lutte avec tant de peine contre les forces matérielles dont il dispose ; ils en sont, sans doute, d'odieuses de la tyrannie, qui est de détacher les peuples de ce qui l'empêche et le prestige des faisceaux de lois.

Et quoi encore répondre : Nous n'admettons rien de ce que vous dites, le pouvoir législatif dont vous parlez n'est plus aujourd'hui. En tout cas, il n'aurait à souffrir des attaques contre son dépositaire, que si celui-ci était inamovible ; la chambre est transitoire, elle peut être dissoute, [illegible] ne jour de régime représentatif, nous n'avons pas demandé qu'elle le fût ; mais si nous annonçons franchement le commencement et dissolution, [illegible] ; nous croyons au résultat pour l'intérêt public.

Il est malheureusement plus facilement à croire de la majorité ! Cet esprit est constitué aujourd'hui, l'intérêt prédominant sur tous une minorité dans les pièges du pouvoir ; ce résulte à cause de la [illegible]

Messieurs, à la [illegible] nous sommes de la minorité de [illegible] ; nous [illegible] ; nous [illegible] ; nous